

## Burundi : un nouveau sommet de l'EAC

BBC Afrique, 3 juillet 2015 Les dirigeants des pays de la Communauté est-africaine (EAC) tenteront une nouvelle fois lundi de dénouer la crise politique burundaise, une semaine après des élections boycottées par l'opposition et dont la validité est mise en doute par la communauté internationale. Selon Othieno Owora, chargé des relations publiques au secrétariat de l'EAC, ce sommet se tiendra à Dar es Salaam en Tanzanie. [Photo (de gauche à droite) : les Présidents Pierre Nkurunziza (Burundi), Jakaya Kikwete (Tanzanie), Uhuru Kenyatta (Kenya), Yoweri Museveni (Ouganda), et Paul Kagame (Rwanda)]

"Les chefs d'Etat vont faire une évaluation de la situation dans le pays depuis leur dernier sommet" le 31 mai, a-t-il ajouté. Inquiète d'un climat de violence peu propice à l'organisation d'élections crédibles, l'EAC réclamait, comme la quasi-unanimité de la communauté internationale, un report des législatives et communales. Mais Bujumbura est restée sourde à ces appels, arguant d'un risque de vide institutionnel si les élections n'étaient pas organisées très vite. Le mandat du président Pierre Nkurunziza arrive à terme le 26 août. La présidentielle est prévue le 15 juillet, suivie des sénatoriales le 24. La Communauté est-africaine (EAC) est composée du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Kenya. Crise politique Le Burundi traverse une grave crise politique depuis fin avril, quand Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, a officialisé sa candidature à un troisième mandat. Ses opposants jugent la démarche anticonstitutionnelle et contraire à l'accord d'Arusha qui avait mis fin à la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Un mouvement de contestation populaire a été violemment réprimé par la police, et a donné lieu à des heurts parfois meurtriers avec les jeunes du parti au pouvoir, CNDD-FDD. Plus de 70 personnes sont mortes dans ces violences, et plus de 140.000 Burundais ont fui dans les pays voisins. Les Burundais attendent toujours le résultat des élections de lundi, qualifiées de "mascarades" par l'opposition et dont la validité a été mise en doute mercredi par l'ONU.